

Préavis de guerre

« Si les syndicats veulent l'épreuve de force, je suis prêt. Deux mois sans train, eh bien! ce sera deux mois sans train. Ou plutôt deux mois sans les cheminots. Moi j'imposerai le service minimum, avec l'armée s'il le faut »

N. Sarkozy, Canard enchaîné du 10 octobre

Il y a peu, le président Sarkozy menaçait, en off, de nous envoyer l'armée si la France restait bloquée deux mois... Ce qu'il y a de plus triste dans la situation présente ce n'est pas tant que le président d'une « démocratie moderne » menace d'employer des moyens militaires pour mettre fin à un mouvement social à peine amorcé ; ce n'est pas non plus que nous courrions le risque d'être défaits en cas d'affrontement massif. Non, le plus triste de toute cette histoire c'est qu'aux vues de la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier, vu le peu d'organisation entre nous (travailleurs, précaires, chômeurs...) et l'apathie qui semble régner actuellement en France, les chars n'auront vraisemblablement pas à sortir de leur caserne. La guerre qui nous est faite se joue ailleurs, dans les innombrables contrôles que nous devons subir tous les jours (au boulot, dans le métro, à l'ANPE), dans l'occupation de nos vies par les forces de l'ordre et du travail.

Et c'est là déjà que nous subissons les défaites et les humiliations quotidiennes qu'on nous vend comme faisant partie de l'ordre des choses. C'est de là aussi que nous devons reprendre l'offensive.

L'arsenal pour une mise au travail généralisé se renforce et s'affine. Il nous faudrait travailler plus tôt (avec le développement de l'apprentissage dès l'âge de 14 ans), plus longtemps chaque semaine pour aller claquer plus d'argent le week-end en centre de loisirs ou dans des magasins ouverts « exceptionnellement » tous les dimanches.

Travailler presque toute notre vie pour consumer une retraite (bien méritée) en club med pour les moins amochés du travail, en hôpitaux et maisons de repos pour les plus « accidentés ». Il nous faudrait confondre vivre et travailler, vivre et être « utile », utile « socialement », nous dit-on. Travailler c'est être utile mais d'une façon bien particulière: engraisser des patrons tout en étant soi-même docile, craintif, envieux, isolé comme un atome économique lancé sur le marché du travail où les seules perspectives valorisées sont les solutions et réussites individuelles. Le « chacun pour sa gueule ». Le « marche ou crève » (tristement vérifié par les nombreux suicides au travail chez PSA, Renault ou Areva).

Le travail ne doit jamais cesser, ne doit pas s'interrompre même (et surtout) en cas de crise sociale... d'où cette idée de service minimum sous couvert de ne pas nuire aux « clients ». Il faudrait désormais se déclarer gréviste tout seul, finalement non plus tant comme travailleur partageant une existence et des conditions de travail avec ses collègues mais comme individu libre et abstrait, avec ses « opinions ». Il faudrait désormais que les seules existences collectives soient prises en charge par les syndicats qui doivent devenir légalement, avec la réglementation sur le service minimum, des instances co-gestionnaires, de bons « partenaires sociaux ». Plus directement, l'encadrement strict du droit de grève c'est la limitation des moments où peuvent se créer un rapport de force effectif et une vie collective entre collègues de travail, entre camarades d'atelier. C'est le désamorçage de la puissance politique lié au monde du travail, à notre inscription économique. La limitation du droit de grève tend à annuler toute possibilité de pouvoir peser directement sur nos vies, sans en passer par le relais des pouvoirs publics. A terme les seuls à pouvoir compter dans la France d'après seront les puissants du jeu politique, les gagnants du monde économique ; les autres devront subir la réforme nécessaire. Avec les forces de l'ordre pour calmer toute contestation, garantir le bon ordre policier au besoin.

Pour s'opposer à cette mise au pas généralisée les journées de mobilisation ne suffiront pas. Pourtant, il y a dans les arrêts de travail qui se multiplient à cette occasion un moment à saisir pour se rencontrer, pour développer des solidarités qu'on peut mobiliser à bien d'autres fins que la « prochaine journée d'action ». Déjà, à l'éphémère rassemblement d'individus (aussi nombreux soient-ils) que sont les manifestations- processions, s'ajoutent çà et là des piquets de grève qui sont autant de lieux où peuvent s'ancrer une conflictualité, se nouer des complicités et opérer un blocage réel de l'économie (plutôt qu'un simple ralentissement de l'activité lié à un jour chômé).

Cette capacité de blocage constitue encore une menace. C'est ce qui effraye encore un peu la France d'en haut (c'est ce qui pousse Sarkozy à évoquer l'intervention des tanks pour calmer le jeu). Parce que la guerre sociale se joue là pour commencer. Bloquer réellement pour reprendre un peu de la vie que le travail nous arrache tout aussi réellement.

Des grévistes